



LE DEVOIR



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Paul Martin a dû se porter hier à la défense de Jean Lapierre, qui avait évoqué lundi la perspective d'un gouvernement minoritaire.

L'argent sale des libéraux: Lapierre revient sur sa promesse

Le lieutenant de Paul Martin au Québec, Jean Lapierre, a été le centre d'attention hier. Le candidat-vedette qui avait promis de ne pas faire campagne avec de «l'argent souillé» a indiqué que les résultats de la vérification comptable du parti ne seront pas rendus publics.

CLAIRANDRÉE CAUCHY LE DEVOIR

Les électeurs ne sauront probablement pas avant de se rendre aux urnes quelles sommes auraient été versées au PLC par les firmes de publicité impliquées dans le scandale des commandites.

«Le travail comptable est fait, ces listes-là seront déposées auprès du juge Gomery et du procureur spécial, et, à ce moment-là, eux décideront, ce n'est pas à vous de décider qui est coupable», a fait valoir M. Lapierre lors d'un point de presse à l'hôpital Sainte-Justine, à Montréal, avant l'arrivée du chef libéral Paul Martin.

En mars dernier, Jean Lapierre avait affirmé qu'il n'était «pas question» pour le PLC de «faire campagne avec de l'argent souillé». Il avait alors assuré que «tout ce qui aurait un lien causal entre le dossier des commandites et le financement [du parti] devrait être

VOIR PAGE A 8: LAPIERRE

Autres textes sur la campagne électorale en pages A 2 et A 3

ÉDUCATION

Les universités aussi veulent voir disparaître les cégeps

À lire en page A 4

INDEX

Table with 2 columns: Topic and Page Number. Includes Annonces, Avis publics, Culture, Décès, Éditorial, Idées, Météo, Monde, Mots croisés, Sports, Télévision.

Les Premières Nations ne veulent plus de Chagnon

TOMMY CHOUNARD DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

Les communautés autochtones du Québec réclament la tête du ministre de la Sécurité publique, Jacques Chagnon, et mettent en doute la volonté du gouvernement Charest d'entretenir des relations harmonieuses avec elles.

Nations du Québec et du Labrador, Ghislain Picard, a en effet exigé, hier, la démission de Jacques Chagnon et l'intervention du premier ministre Jean Charest pour résoudre la crise à Kanesatake.

Or Jean Charest a réitéré sa confiance en son ministre de la Sécurité publique, qui s'est dit quant à lui «désolé» si ses propos sur les communautés autochtones, dont celle de Kanesatake, ont blessé les Premières Nations.

«Accepter les excuses, c'est une chose, mais trouver l'assurance que ce sont des choses qui ne se répéteront pas dans l'avenir, c'est autre chose. Les propos de M. Chagnon, nous les jugeons inacceptables, inappropriés, injustifiés», a affirmé Ghislain Picard en conférence de presse hier.

VOIR PAGE A 8: CHAGNON

L'éditorial de Josée Boileau, page A 6



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Justin Trudeau participait hier au lancement d'une exposition de photos inédites organisée par Amnesty International à l'hôtel Fairmont Le Reine Elizabeth, à Montréal, où s'est tenu il y a 35 ans le célèbre bed-in pour la paix de John Lennon et Yoko Ono.



Besoin de bed-in

Les droits humains sont «sacrifiés» au nom de la sécurité, dénonce Amnesty International

GUY TAILLEFER LE DEVOIR

Regard extrêmement sombre que celui posé sur le monde par Amnesty International dans son dernier rapport annuel. «Jamais les droits humains et le droit international n'ont été aussi systématiquement attaqués depuis la proclamation de la Déclaration universelle, en 1948», affirme Michel Frenette, directeur général d'AI au Québec.

Le Canada s'oppose à la torture mais continue de remettre aux forces américaines des personnes capturées en Afghanistan

La dérive qui se dessine à l'échelle mondiale depuis les attentats du 11 septembre 2001 a la forme d'un cercle vicieux où terroristes et politiques antiterroristes se trouvent dans les faits à se nourrir les uns les autres, fait valoir l'organisation internationale de défense des droits de la personne.

VOIR PAGE A 8: BED-IN

Le FBI recherche sept suspects liés à al-Qaïda

L'administration s'attend à une saison de tous les dangers

D'APRÈS L'AGENCE FRANCE-PRESSE

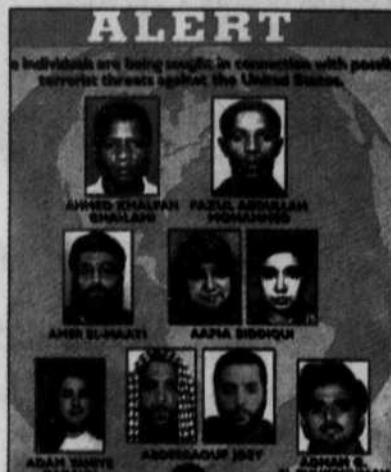
Washington — Les autorités américaines ont lancé hier une vaste traque, photos à l'appui, pour tenter de mettre la main sur sept suspects liés au réseau al-Qaïda et censés préparer un attentat aux États-Unis.

dibles» selon lesquels al-Qaïda tenterait de commettre un attentat sur le sol américain au cours des prochains mois, l'attorney général (ministre de la Justice), John Ashcroft, et le directeur du FBI (police fédérale), Robert Mueller, se sont livrés lors d'une conférence de presse à une description, photos grand format à l'appui, des personnes recherchées.

Il s'agit de six hommes et d'une femme, âgés de 25 à 41 ans, nés dans des pays différents. Deux ont la citoyenneté canadienne, un troisième la nationalité américaine.

VOIR PAGE A 8: FBI

Lire aussi l'éditorial de Serge Truffaut en page A 6



KEVIN LEMARQUE REUTERS

Les suspects du FBI placardés au QG de Washington.

Marché francophone de la poésie du 27 au 30 mai place Gerald-Godin (métro Mont-Royal)

Éditeurs participants Adage, L'Arbre à paroles, Éditions du Bûc, Castor astral, Le Cormier, David (Canada), La Différence, Éditions du Passage, Éditions du Silence, Écrits des Forges, Espace/Poésie association d'éditeurs de Belgique, Flammarion (France), Gaz moutarde, José Corti (France), Les Herbes rouges, L'Hexagone/TYPO/VLB, L'Interligne (Canada), Le Loup de gouttière, Marchand de feuilles, Le Nordir (Canada), Le Noroît, La Nouvelle Plume (Canada), Obsidiane (France), Perce-Neige (Canada), Les Petits Villages, Phi (Belgique), Éditions des Plaines (Canada), Planète rebelle, Prise de parole (Canada), Quartanier, Regroupement des éditeurs canadiens-français, Rodrigole, Le Taillis Pré (Belgique), Trétras-Lyre (Belgique), Triptyque, Trois, Vermillon (Canada), Unimuse (Belgique).

# LE DEVOIR

# ÉLECTIONS 2004

## Santé: Charest refuse de s'en prendre à Martin

Yves Séguin, lui, juge insuffisants les neuf milliards promis

ROBERT DUTRISAC  
DE NOTRE BUREAU  
DE QUÉBEC

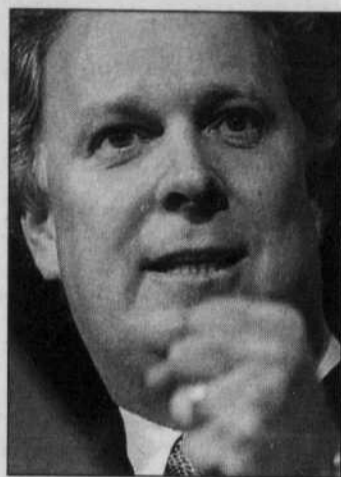
Malgré la menace que fait planer le programme pour la santé de Paul Martin sur les compétences du Québec, le premier ministre Jean Charest a refusé, hier, de jeter la pierre aux libéraux fédéraux et à leur chef.

Lors de la période de questions à l'Assemblée nationale, le chef de l'opposition officielle, Bernard Landry, a exigé du premier ministre qu'il dénonce l'attitude centralisatrice de Paul Martin. Qualifiant M. Landry de «directeur de succursale du Bloc québécois à l'Assemblée nationale», M. Charest a réitéré son refus de prendre position lors des élections fédérales, ce qui, selon lui, serait «diriger les choix de la population du Québec». Il a rappelé que le PLQ est un parti indépendant et n'a pas voulu démentir les propos de M. Martin et de son lieutenant québécois Jean Lapierre selon qui le PLQ travaille activement à la réélection du Parti libéral du Canada.

Sur le fond de la proposition de Martin pour réformer «le système de santé canadien», M. Charest a rappelé sa conception fonctionnelle du fédéralisme canadien. «C'est plus qu'une question de simples compétences, c'est une question de bon sens», a-t-il dit. Le domaine de la santé est de compétence provinciale parce que les provinces sont les mieux placées pour fournir les services de santé. «Là-dessus, on ne changera pas d'idée parce que les intérêts du Québec commandent que nous défendions avec beaucoup de vigueur justement ces compétences», a dit le premier ministre.

Yves Séguin

De son côté, le ministre des Finances, Yves Séguin, a souligné que la somme de neuf milliards que propose d'investir M. Martin en santé au cours des cinq prochaines années n'était pas suffisante. «Ce n'est certainement pas à la hauteur du financement que nous attendions, mais il y a une porte qui s'ouvre», a-t-il dit en réponse à une question du porte-parole de l'opposition officielle en matière de finances, François Legault. M. Séguin a signalé que les ministres des Finances provinciaux, lors de leurs réunions, avaient recommandé à leur premier ministre de réclamer trois



Jean Charest

milliards de plus en santé dès cette année.

En outre, comme l'avait évoqué mardi le ministre de la Santé et des Services sociaux, Philippe Couillard, M. Séguin a dit qu'il ne fallait pas considérer le financement fédéral de la santé «de façon fragmentée et isolée». Il a cité la question de la péréquation, qu'il entend renégocier, ainsi que l'existence de plusieurs programmes financés à la fois par Ottawa et les provinces. «Nous voulons regarder l'ensemble et discuter avec le gouvernement fédéral d'une solution d'ensemble», a-t-il dit.

L'opposition officielle s'est efforcée d'un passage du document de Paul Martin décrivant son projet en santé. «À l'évidence, la discussion impliquera une composante de "donnant-donnant", peut-on lire dans le document. «Nous espérons que ces objectifs libéraux et ces propositions, tels qu'ils apparaissent dans ces pages, gagneront la faveur populaire, rendant leur concrétisation plus probable à la rencontre des premiers ministres et durant la période de mise en œuvre qui suivra.»

Pour Bernard Landry, il est «clair que Paul Martin veut un mandat pour bâtir un rapport de force» contre le gouvernement du Québec, «pour vous écraser à la table des négociations». Le chef de l'opposition officielle a qualifié de «faibles» l'attitude et la politique de M. Charest à l'égard du gouvernement fédéral. «Aucun premier ministre du Québec, depuis un demi-siècle, n'a fait preuve d'autant de mollesse à l'endroit d'Ottawa», a lancé M. Landry.

## Martin nie vouloir imposer ses conditions aux provinces

ISABELLE RODRIGUE  
PRESSE CANADIENNE

À l'annonce du dévoilement de son plan sur la santé, Paul Martin a répliqué à ses détracteurs, affirmant qu'il n'a nullement l'intention d'imposer des conditions fédérales aux provinces.

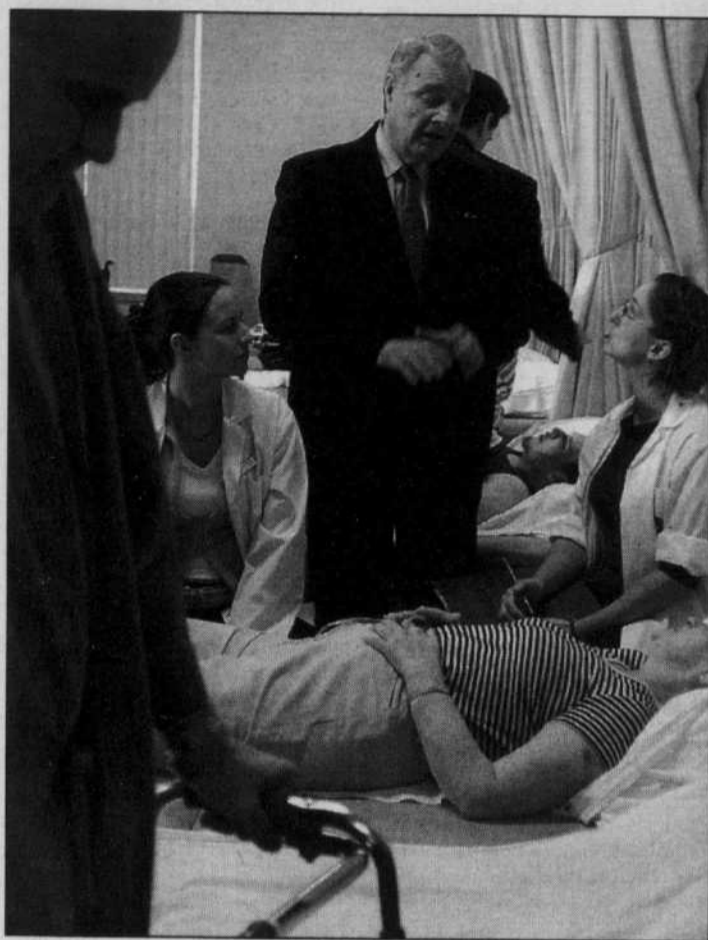
«On a des priorités en commun avec le Québec, des objectifs en commun, et il n'est pas question de normes nationales», a-t-il déclaré à la suite d'une visite à l'hôpital Sainte-Justine de Montréal.

Si les promesses libérales d'injecter des milliards de dollars de plus dans le système de santé pour en assurer la pérennité ont été généralement bien accueillies, les provinces et les associations de professionnels de la santé ont décrié l'empiètement du fédéral dans un champ de compétence provinciale.

Même le premier ministre libéral de l'Ontario, Dalton McGuinty, un allié naturel des libéraux, s'est montré très critique, accusant Paul Martin de pures tactiques électoralistes.

Le gouvernement du Québec, par la voix du ministre de la Santé, Philippe Couillard, et celle du ministre des Affaires intergouvernementales, Benoît Pelletier, a mis en garde les libéraux de vouloir s'ingérer dans une de leurs responsabilités. L'Association des CLSC et CHSLD du Québec, par exemple, a aussi indiqué qu'il serait bien mal avisé pour les libéraux d'imposer des conditions qui restreindraient la liberté d'agir des gouvernements provinciaux.

«Je suis entièrement d'accord avec ces gens-là, a fait valoir Paul Martin. En ce qui me concerne, il ne faut pas chercher la chicane, on ne veut pas de chicane, on veut travailler ensemble.» À toutes les questions des journalistes à propos de son plan sur la santé, le chef libéral a sans cesse répété qu'il avait l'intention de discuter et de collaborer avec les provinces.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR  
En cette quatrième journée de campagne, la santé était sans contredit au centre des activités du chef libéral Paul Martin, qui a visité deux hôpitaux de la région montréalaise.

«Tout ce qu'on dit [aux provinces] c'est: vous avez des priorités, ce sont nos priorités, alors comment peut-on vous aider, comment peut-on vous aider à financer vos priorités?», a-t-il poursuivi.

S'ils sont réélus, les libéraux promettent d'investir au moins neuf milliards en cinq ans dans le système de soins de santé. Trois milliards seraient versés en paiements de transfert aux provinces,

le reste étant réparti en deux fonds, créés par voie législative, visant à réduire les temps d'attente dans cinq secteurs déterminés dans le plan fédéral et à améliorer les soins à domicile.

Pour obtenir de l'argent du fonds de quatre milliards pour la réduction des listes d'attente, M. Martin expliquait mardi que les provinces devront présenter leurs projets à un groupe de trois experts qui déter-

mineront si la proposition mérite un financement.

Ce n'est là qu'un exemple de l'encadrement que veulent imposer les libéraux en santé en vertu de leur approche «paternaliste», a critiqué le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe. «On n'a pas besoin de ce paternalisme d'Ottawa [...]. La solution n'est pas dans de nouvelles normes mais dans l'augmentation du financement fédéral», a déclaré M. Duceppe, qui faisait campagne à Sherbrooke.

En cette quatrième journée de campagne, la santé était sans contredit au centre des activités du chef libéral Paul Martin, qui a visité deux hôpitaux de la région montréalaise. Les visites d'hier n'avaient pas pour but de livrer en main propre des chèques ou des promesses de subventions mais de constater de visu la réalité des travailleurs de la santé, a expliqué M. Martin.

Le chef libéral risque fort d'arriérer d'autres corridors d'hôpitaux d'ici le 28 juin, lui qui a fait de la santé sa priorité et qui fonde de grands espoirs sur la capacité de son plan à convaincre les électeurs en sa faveur.

Hier, il a aussi reconnu qu'il compte d'autant plus sur son approche en matière de santé pour faire passer son message qu'il propose une approche différente de celle de son prédécesseur, Jean Chrétien.

«C'est non seulement un transfert d'argent mais c'est aussi, pour la première fois, la mise en place d'une clause d'indexation. Et ça veut dire que, année après année, ça va croître sans que les provinces aient besoin de demander quoi que ce soit. Quand vous dites que quelqu'un dicte les priorités, on ne demandera plus aux provinces de revenir nous voir et nous demander de l'argent [...]. C'est un changement fondamental dans la façon qu'on va [sic] travailler avec les provinces», a plaidé Paul Martin.

## NPD: 29 milliards de plus pour la santé sur cinq ans

PRESSE CANADIENNE

Toronto — Les riches verraient leurs impôts augmenter considérablement pendant que les moins nantis bénéficieraient d'un allègement fiscal sous un gouvernement néo-démocrate.

Le NPD a dévoilé son programme électoral, hier, qui comprend des dépenses de 61 milliards, incluant des milliards supplémentaires pour la santé — davantage que ce que les libéraux ont annoncé, mardi.

Le NPD, préoccupé par le

vieillesse de la population, allouerait 29 milliards supplémentaires sur cinq ans à la santé. Le plan libéral, lui, prévoit l'injection de 9 milliards additionnels en santé sur 10 ans.

Le programme néo-démocrate prévoit par ailleurs des budgets équilibrés pendant cinq années consécutives. «Ceci est un programme d'équilibre budgétaire qui est le début d'un programme d'investissement plutôt qu'une fixation sur la réduction de la dette», a affirmé le chef du parti, Jack Layton, en profitant de l'occasion pour accuser Paul

Martin d'être obsédé par la réduction de la dette nationale. «Il va handicaper notre pays avec cet objectif artificiel», a dit M. Layton dans son discours.

«Je ne l'entends pas parler de prospérité pour tout le monde au Canada et il a certainement fait des choses pour rendre la vie considérablement pire pour un grand nombre de personnes qui vivent dans la pauvreté ou qui n'ont pas de toit.» Le programme du NPD, un document de 63 pages intitulé «Une force nouvelle; un choix positif», prévoit par ailleurs un impôt sur les successions, ce qui n'a pas

été vu au Canada depuis le début des années 1970.

Les héritages de plus d'un million seraient imposés jusqu'à environ 40 %. Les exploitations agricoles et les cessions à un époux seraient exemptées.

Malgré le risque que la proposition fâche les baby-boomers, M. Layton a soutenu que les riches se rendraient d'accord pour payer parce que leurs efforts représenteraient des revenus supplémentaires de 3,1 milliards d'ici 2008-2009, qui aideraient à compenser la hausse des coûts des programmes sociaux.

## L'Est ontarien pourrait reprendre sa teinte originale: bleue

Depuis 1993, les libéraux ont raflé la quasi-totalité des sièges en Ontario en profitant dans bien des cas de la division du vote de droite. La création du nouveau Parti conservateur change la donne cette année, et bien des députés sortants pourraient mordre la poussière. Une région à surveiller: l'Est ontarien, où au moins une demi-douzaine de comtés pourraient changer de main.

MANON CORNELLIER  
LE DEVOIR

Brockville, Ontario — Avec tout ce qu'il entend dans son salon de coiffure pour hommes situé sur la rue principale de Brockville, Donald Souder Jr. a une bonne idée de ce qui bout dans les veines des résidents de sa ville. Et ce qu'il entend ces jours-ci n'est pas de très bon augure pour les libéraux.

«Les gens en ont assez des libéraux, mais je ne sais pas si cela suffira à leur faire changer d'allégeance. La campagne est trop jeune», dit-il, assis derrière la grande vitrine de son commerce aux airs surannés.

Située au bord du fleuve, Brockville est une ville typique de l'Est ontarien loyaliste, avec ses maisons de brique rouge entourées de jardins fleuris, de haies de lilas et de parterres soignés. Toute cette région qui va de la frontière québécoise à l'est d'Oshawa a de longues racines bleues et, dans bien des comtés, la présence libérale représente, depuis 1993, un véritable défi aux lois locales de la gravité électorale. C'est pour cela que le nouveau Parti conservateur espère y faire une percée le 28 juin prochain, ce qui mettrait fin à la division du vote de droite qui a permis à bien des libéraux de se faufiler depuis 11 ans.

Le pari n'est pas farfelu. Si les alliés et les conservateurs avaient appuyé les mêmes candidats en 2000, ils auraient pu arracher 26 comtés en Ontario. Dans une vingtaine d'autres, il ne leur aurait manqué que 3000 voix ou moins pour rattraper le candidat libéral. Cela se serait traduit par une carte bleue de la frontière québécoise à la péninsule du Niagara en passant par le nord de Toronto pour ensuite se rendre, en contournant les grandes villes, jusqu'au lac Érié.

Dans l'Est ontarien, c'est encore plus saisissant. La droite aurait pu ravir 11 des 18 comtés de la région au lieu de seulement deux, les seuls que l'Alliance a remportés en Ontario.

Les chefs conservateur et libéral prennent l'affaire très au sérieux. Quelques heures après le déclenchement des élections, Paul Martin était déjà dans le comté de David Pratt, son ministre de la Défense et candidat dans Nepean-Carleton, un comté où le vote de la droite dépasse le vote libéral. Stephen Harper, lui, est allé le soir même à Brockville et, le lendemain, à Smith Falls et Cornwall, trois petites villes situées dans trois comtés prenables.

Pour cela, il faut que tous les conservateurs fassent front commun. Les anciens progressistes-conservateurs, surtout ceux de la lignée de Joe Clark, n'appuieront pas

en bloc Stephen Harper, assure David Pratt. Quand il frappe aux portes, dit-il, plusieurs partagent l'antipathie de M. Clark pour le nouveau chef conservateur.

Mais dans bien des comtés, la majorité a décidé de serrer les rangs. Orm Giles est un militant conservateur depuis plus de 60 ans. Il affirme n'avoir jamais voté pour l'Alliance, mais il appuie l'union des deux partis. Un simple coup d'œil à l'intérieur du local de la légion de Smith Falls où Stephen Harper est attendu lui permet de reconnaître plusieurs autres anciens du PPC comme lui.

«On est plus unis qu'il y a deux mois», dit-il, souriant en coin. Et, avec un clin d'œil, il ajoute: «L'odeur du pouvoir...»

La grogne fait son œuvre elle aussi. La santé, comme ailleurs au pays, y est un enjeu important, mais l'économie locale inquiète aussi avec les fermetures d'usines qui se sont succédées dans plusieurs petites villes depuis l'entrée en vigueur du libre-échange. Trois comtés de la région situés en bordure du Saint-Laurent sont d'ailleurs passés dans le giron libéral dès 1988. Les autres ont suivi en 1993.

Maintenant, on parle du registre des armes à feu, de la crise de la vache folle qui perdure, du nombre insuffisant d'emplois pour garder les jeunes dans la région. Seul le scandale des commandites revient cependant dans toutes les conversations.

Cette affaire a ébranlé la confiance, même dans les rangs libéraux. «On n'a plus de vrai choix. Pour la première fois, je suis ambivalent. Je suis de Montréal et j'ai toujours voté libéral, mais maintenant?», confie Kevin Kearns, qui tient un petit casse-croûte au centre de Brockville. Il est convaincu que M. Martin était au courant mais qu'il n'a rien fait.

Le sentiment en Ontario est amplifié par le dernier budget du gouvernement provincial de Dalton McGuinty. Après avoir fait campagne sur la promesse de ne pas hausser les taxes, celui-ci a annoncé l'imposition de nouvelles primes pour la santé. Le tollé a été immédiat.

«McGuinty a planté un couteau dans le dos de Paul Martin», conclut M. Souder. Quand le candidat libéral passe lui serrer la pince, il n'hésite pas à lui répéter le commentaire. Joe Jordan ne proteste pas. En entrevue, il reconnaît que ce budget a attisé la colère autour de la question de l'intégrité.

Son comté, Leeds-Grenville, est le plus convoité. Il l'a remporté avec seulement 55 voix la dernière fois devant son adversaire allié Gord Brown. Le candidat conservateur, de son côté, avait obtenu 7940 voix. Ça fait beaucoup de votes de droite, et c'est M. Brown qui portera les couleurs du nouveau PC cette année.

Député depuis 1997, Joe Jordan a pris la relève de son père Jim, qui occupait le poste depuis 1988. Il convient que si les élections sont serrées cette année, ce sera encore plus vrai dans son coin. «Un libéral dans ce comté ne peut pas être confiant. Nous avons une bonne organisation, un bon programme, mais je ne me fais aucune illusion. Ce sera une élection extrêmement difficile», dit-il.

Dans l'Est ontarien, les seuls libéraux qui ont une solide marge de manœuvre représentent les grandes villes, mais la portion ouest d'Ottawa pourrait être affectée par l'union de la droite. En milieu rural, il n'y a qu'un seul irréductible, l'ancien ministre Don Boudria, qui règne en maître sur Glengarry-Prescott-Russell.

**Martial BOUCHER**

POINTS DE REPÈRE  
Fascicule B  
Fiches de travail et document de référence  
2<sup>e</sup> secondaire — 1<sup>er</sup> cycle

Enseignement moral et religieux catholique

LIDEC inc.  
(514) 843-5991

En vente dans toutes les librairies

**Alain MESSIER**

Dictionnaire encyclopédique et historique des patriotes 1837-1838

Le lundi 24 mai 2004, c'était la Journée nationale des Patriotes, mais toute l'année vous pouvez la revivre grâce au Dictionnaire encyclopédique et historique des patriotes 1837-1838.

608 pages — 29,95 \$  
ISBN 2-7601-6345-8

En vente dans toutes les librairies

Les Éditions GUERIN (514) 842-3481  
4501, rue Drolet, Montréal (Québec)

LE DEVOIR

## LE MONDE

HISPANIOLA

Armes de destruction massive

## Le NYT fait son mea-culpa

CATHERINE HOURS  
AGENCE FRANCE-PRESSE

New York — Le prestigieux *New York Times* a reconnu pour la première fois, dans un éditorial publié hier, des erreurs dans sa couverture des événements ayant conduit à la guerre en Irak, regrettant parfois son manque de rigueur face à des informations erronées.

Dans un message occupant un bon tiers de page intérieure et intitulé «*Le Times et l'Irak*», le quotidien avoue s'être souvent reposé sur de faux éléments, transmis par des Irakiens en exil dont le seul but était le renversement de Saddam Hussein.

«*Nous avons trouvé que plusieurs couvertures n'ont pas été aussi rigoureuses qu'elles auraient dû l'être*», écrivent les rédacteurs en chef, dont le journal avait cependant exprimé très tôt dans ses éditoriaux son opposition à cette guerre engagée sans soutien international et aux «*justifications vagues*». «*Non à la guerre*», titrait un article du 9 mars 2003.

Mais des informations qui pouvaient déjà être sujettes à débat avant la guerre et qui sont fortement contestées aujourd'hui ont été «*insuffisamment nuancées*» ou n'ont pas même été mises en doute, avoue-t-il. Au centre de l'autocritique, la question des armes de destruction massive (ADM), dont il n'a pas été trouvé trace sur le terrain et justification première du gouvernement américain pour son intervention. «*Avec le recul, nous regrettons de ne pas avoir été plus pugnaces en réexaminant les affirmations alors que de nouvelles preuves émergeaient — ou manquaient*», ajoute le *Times*.

Les articles problématiques, rédigés par différents journalistes, dépendaient en partie d'informations transmises par des exilés irakiens. La crédibilité de ces sources a été remise en cause depuis lors, reconnaît le quotidien, qui mentionne le chef du Congrès national irakien, Ahmed Chalabi, cité dans des articles du *Times* depuis 1991, aujourd'hui en disgrâce au regard des autorités américaines. «*Compliquant la tâche des journalistes, les éléments donnés par ces exilés étaient souvent confirmés avec enthousiasme par les responsables américains convaincus de la nécessité d'intervenir en Irak*, relève-t-il. *Les responsables du gouvernement concèdent maintenant qu'ils se sont parfois laissés tromper par la désinformation de la part de ces sources. C'est ce qui est arrivé à de nombreux médias, le nôtre en particulier*».

La direction du journal avoue s'être sans doute précipitée, avide de scoops, omettant de demander à ses reporters d'étayer leurs dires. Nombre d'affirmations négatives sur l'Irak ont ainsi été mises en avant tandis que les articles visant par la suite à les démentir ou à les nuancer ont parfois été «*enterrés*», dit-elle.

## Vives critiques

Autre quotidien américain de premier plan, le *Washington Post* évoquait hier ce mea-culpa et la responsabilité d'un journaliste du NYT en particulier.

«*Alors que nombre de médias ont rapporté les affirmations sur les ADM, peu l'ont fait de manière aussi acharnée que le Times*», selon le *Post*. Ces derniers mois, certains de ces articles ont de fait été l'objet d'études et de vives critiques dans le très respecté journal *Internet Slate* ou la *New York Review Of Books*.

Dans ce dernier, l'écrivain Michael Massing critique, au-delà du *Times*, la presse américaine en général, à l'exception des journaux du groupe Knight Ridder qui ont, selon lui, enquêté à fond sur les justifications à l'entrée en guerre. Il énumère les raisons à ces manquements: problème de sources, volonté de contrôle du gouvernement, absence de débat, démocrates peu critiques, etc.

Sur les ADM, le *New York Times* affirme son «*intention de poursuivre un travail acharné pour établir la réalité*». Au moment où ces articles étaient publiés, le journal était dirigé par Howell Raines, qui a dû démissionner en juin 2003 à la suite d'un scandale pour plagiat provoqué par le jeune reporter Jayson Blair.

## Les sévices étaient répandus, selon un rapport de l'armée

Washington (AFP) — Un rapport de l'armée américaine révèle que les sévices sur des prisonniers en Irak et en Afghanistan par des soldats américains, entraînant parfois la mort, étaient une pratique répandue impliquant un plus grand nombre d'unités militaires que ce qui avait été dit jusqu'à présent, selon le *New York Times* d'hier.

En Irak, les premiers cas remontent au 15 avril 2003, quelques jours après la chute de Bagdad, et se sont amplifiés jusqu'au mois dernier, avec la mort d'un prisonnier aux mains de commandos de la marine dans des conditions suspectes d'homicide après «*un violent coup au torse et dans une position entraînant l'asphyxie*». Selon ce rapport daté du 5 mai, des interrogateurs de la Garde nationale relevant de la troisième division d'infanterie ont «*contraint à l'asphyxie de nombreux prisonniers pour obtenir des informations*» pendant dix semaines au printemps dernier.

Le document, obtenu en exclusivité par le *Times*, est un synopsis rédigé par le commandement de l'enquête criminelle à la demande de responsables militaires après la révélation le 28 avril par la chaîne de télévision CBS de premières photos de sévices sur des prisonniers irakiens à Abou Ghraïb, près de Bagdad.

AGENCE FRANCE-PRESSE ET REUTERS

Saint-Domingue — Au moins 2000 personnes ont trouvé la mort dans les intempéries qui ont frappé ces derniers jours l'île d'Hispaniola, partagée entre la République dominicaine et Haïti, selon des responsables haïtiens et dominicains.

Le bilan a grimpé fortement hier soir avec la découverte de plus d'un millier de corps à Mapou, ville du sud-est de Haïti relativement isolée du reste de l'île, a fait savoir Margareth Martin, chef de la protection civile du sud-est haïtien.

Au total, au moins 1 660 personnes ont été tuées à Haïti, dont un millier à Mapou, 500 dans d'autres parties de l'île, 158 dans la ville de Fonds Verettes et deux autres à Port-à-Piment, dans le sud.

A Jimani (sud-ouest de la République dominicaine), la ville la plus lourdement frappée, le dernier bilan officiel est de plus de 300 morts, 375 disparus et 120 blessés, a annoncé hier après-midi le porte-parole de la Commission nationale d'urgence (CNE), José Luis German, dans un communiqué. Ville-frontière avec Haïti qui comptait 11 400 habitants selon le dernier recensement de 2002, Jimani a été victime dans la nuit de dimanche à lundi du débordement d'un fleuve qui prend sa source à Haïti. Après plusieurs jours de pluies diluviennes provoquées par la combinaison d'une dépression et d'une onde tropicale, les eaux du fleuve et les coulées de boue ont ravagé deux quartiers habités par des Dominicains et des Haïtiens. La région du sud-ouest de la République dominicaine, où l'immigration est importante, est également l'une des plus pauvres du pays.

Le président de la CNE, Radhames Lora Salcedo, a averti que le bilan devrait être plus élevé car «*le chiffre des morts augmente tout le temps*».

Alors que les précipitations ont diminué, les équipes de secours cherchaient d'éventuels survivants, autorités et associations organisant les opérations d'aide aux sinistrés. Pour éviter les risques d'épidémie, les autorités enterrent les corps dans des fosses communes. Dans le reste du pays, selon la CNE, neuf personnes ont péri à la suite des intempéries, et les dégâts sur l'agriculture et les infrastructures sont importants.

## Sur le lit d'une rivière

Dans le pays voisin, Haïti, les pluies torrentielles qui se sont abattues dimanche ont fait 375 morts, selon un bilan provisoire fourni hier par la protection civile. La vil-



MARKO KOKIC REUTERS

Les intempéries ont fait des milliers de sinistrés dans l'est d'Haïti.

le plus touchée a été Fonds Verettes, au nord-est de la capitale, Port-au-Prince, avec 158 morts mais aussi 546 maisons détruites et 3000 sinistrés, selon la même source. Bâtie sur le lit d'une rivière, cette bourgade et ses environs qui comptent au total quelque 45 000 habitants, la plupart agriculteurs, avaient déjà enregistré des dizaines de morts lors du passage du cyclone *George* en 1998 et de la tempête tropicale *Gordon* en 1994. Les autres victimes ont été principalement enregistrées dans le département du sud-est, frontalier avec la République dominicaine, où les cultures ont également été affectées.

Cent morts ont été recensés à Grand Gosier, 1000 à Mapou Belle Anse (après la découverte des dernières victimes à cet endroit), 13 dans la bourgade agricole de Thiotte, deux à Marbial et deux à Port-à-Piment dans ce département. Une assistance provenant de la protec-

tion civile, du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), d'organisations non gouvernementales (ONG) et de la Force multinationale déployée en Haïti devait être acheminée hier à Fonds Verettes par hélicoptères. Des premiers secours (avec de l'eau, du pain et des fruits) avaient déjà été acheminés de la même manière mardi, la localité restant toujours inaccessible par la route.

Le soleil est revenu hier sur Port-au-Prince, où de nouvelles pluies, redoutées par la population et les responsables, ne se sont pas produites.

Parmi les premières réactions internationales, le pape Jean-Paul II a exprimé hier sa profonde peine pour les victimes. Le ministère français des Affaires étrangères a de son côté annoncé l'envoi d'une première aide humanitaire de 20 000 et 10 000 euros aux deux pays.

## Un pas vers la paix est franchi dans le sud du Soudan

Rien n'est encore réglé dans le Darfour

BOGONKO BOSIS  
AGENCE FRANCE-PRESSE

Naivasha — Le gouvernement soudanais et la rébellion sudiste, l'Armée populaire de libération du Soudan (SPLA), ont fait un grand pas vers la paix en signant hier au Kenya des accords sur les dernières questions en suspens avant un accord de paix global.

Les trois protocoles d'accord signés portent sur le partage du pouvoir et les trois régions disputées des monts Noubas, du Nil bleu occidental et de l'Abeyi.

Cette signature constitue une avancée majeure dans une guerre civile entamée il y a 21 ans et qui est le plus long conflit en cours en Afrique. Il ne reste maintenant qu'à régler les aspects techniques d'un cessez-le-feu permanent avant la conclusion d'un accord de paix global. Les deux parties se sont engagées à le faire d'ici fin juin, début juillet, selon le chef des médiateurs, le Kenyan Lazarus Sumbeiywo.

Cette signature, en présence notamment du sous-secrétaire d'État américain Charles Snyder, a été accueillie par les hourras et les cris de joie de centaines de réfugiés soudanais rassemblés près de l'hôtel de Naivasha (80 kilomètres au nord-ouest de Nairobi), où la cérémonie a eu lieu.

«*C'est une occasion très importante dans l'histoire de notre pays*, a souligné le chef de la SPLA, John Garang. *Nous avons atteint le sommet de la dernière colline dans le cadre de notre ascension des monts de la paix. Il n'y a pas d'autres collines. Je pense qu'il ne reste que du plat.*»

## Les Nations unies

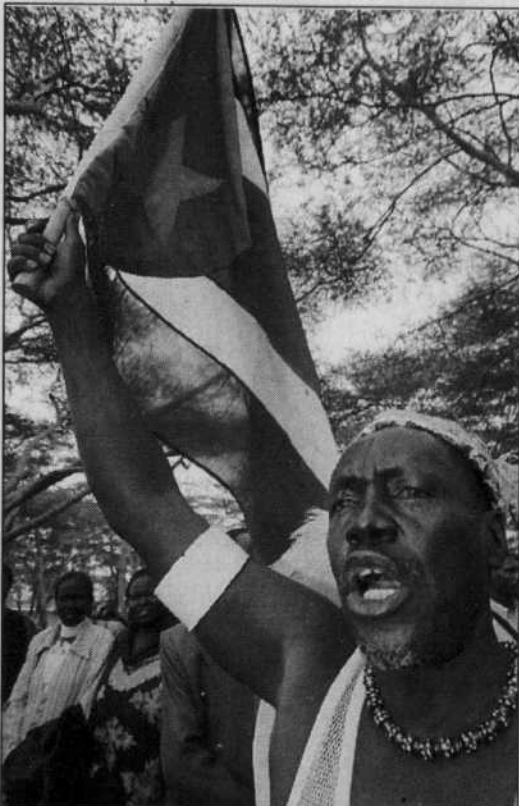
«*Il est maintenant de notre responsabilité de transformer ces mots en actes avec la même détermination afin de faire la paix*», a renchéri le vice-président soudanais Ali Osman Taha.

Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, s'est lui aussi félicité de cette signature.

«*Les Nations unies sont prêtes à contribuer aux efforts de la communauté internationale pour aider à établir un accord de paix*», a précisé son porte-parole dans un communiqué.

Les négociateurs ont déjà conclu en juillet 2002 un accord prévoyant un référendum dans le sud du pays à l'issue d'une période de transition de six ans lui accordant une autonomie à l'essai.

Depuis, ils se sont enrichis entendus sur un partage moitié-moitié des richesses du pays, qui pro-



ANTHONY NJUGUNA REUTERS

La signature de l'accord a été accueillie par les hourras de centaines de réfugiés soudanais.

viennent essentiellement du pétrole, et sur l'organisation des armées du gouvernement et de la SPLA pendant la transition.

Ce conflit a commencé en 1983, quand le sud, majoritairement chrétien et traditionaliste, a pris les armes contre le nord, plus riche et dominé par les musulmans. Le conflit a fait au moins un million et demi de morts et plus de quatre millions de personnes déplacées.

Ces différents accords ne concernent que ce conflit nord-sud et non pas celui qui fait rage depuis 15 mois dans la région du Darfour, dans l'ouest du Soudan, le long de la frontière tchadienne, qui a déjà fait 10 000 morts et un million de déplacés, selon l'ONU.

## Attentat à Karachi

AGENCE FRANCE-PRESSE

Karachi — Un policier a été tué et au moins 32 personnes ont été blessées hier lorsque deux voitures piégées ont explosé près de la résidence du consul général des États-Unis et d'un centre culturel américain-pakistanaï, à Karachi (sud du Pakistan), a-t-on annoncé de sources policière et médicale.

Les deux voitures ont explosé à moins d'une demi-heure d'intervalle devant le Centre américano-pakistanaï (PACC, privé) et à proximité de la résidence du consul général des États-Unis, qui était pourtant étroitement surveillé. Le policier est décédé des suites de ses blessures à l'hôpital Jinnah. «*C'est un acte de terrorisme et le bâtiment américain [le PACC] en était manifestement la cible*», a déclaré à l'AFP le chef de la police de Karachi, Tariq Jamil.

La police a immédiatement orienté ses recherches vers un réseau d'islamistes qui avaient tenté d'assassiner le président pakistanais Pervez Musharraf et avaient fait exploser une voiture à l'extérieur du consulat américain à Karachi il y a deux ans, tuant 12 Pakistanaï. Parmi les blessés figurent 10 journalistes, reporters photographes et caméramans de télévision, selon l'officier de police Manzoor Mughal. On compte aussi des officiers de police et des civils.

La deuxième explosion, beaucoup plus puissante, est survenue alors que la police et les forces de sécurité enquêtaient sur les lieux de la première déflagration, selon la police. Les deux explosions sont survenues moins de 24 heures après l'explosion d'une bombe dans le port de Karachi, mardi, tuant deux personnes et en blessant deux autres.

L'attaque survient alors que la police de Karachi a annoncé lundi qu'elle avait démantelé un groupe terroriste baptisé Jamaat al-Alami, dont les membres sont accusés d'avoir commis l'attentat à la voiture piégée à l'extérieur du consulat des États-Unis en juin 2002.

EN BREF

## Coupable de 161 meurtres

Washington (AFP) — Terry Nichols, complice de l'attentat d'Oklahoma City qui avait fait 168 morts en 1995, a été déclaré coupable de 161 assassinats, hier, par un tribunal de la petite ville de McAlester, dans le sud-est de l'Etat, a-t-on appris de source judiciaire. La décision de le condamner à mort, ainsi que l'a demandé l'accusation, pourrait intervenir mardi. Les jurés ont délibéré pendant cinq heures avant de le reconnaître coupable d'assassinats, pour 161 des victimes de l'attentat qui avait détruit un immeuble de l'administration fédérale. Nichols a déjà commencé à purger une peine de prison à perpétuité pour complicité avec Timothy McVeigh, exécuté le 11 juin 2001 pour avoir disposé le camion piégé qui a explosé devant l'immeuble.

## Le Rendez-vous horticole

La passion... du jardinage

JARDIN BOTANIQUE  
DE MONTRÉALProgramme complet sur Internet  
www.ville.montreal.qc.ca/jardinDemandez le Passeport Rendez-vous horticole,  
valable pour 2 Journées.Jardin botanique de Montréal  
4101, rue Sherbrooke Est  
(entre Pie-IX et Viau)  
Téléphone: 514 • 872 • 1400Direction des  
Institutions scientifiques  
Montréal

28 et 29 mai de 9 h à 18 h • 30 mai de 9 h à 17 h

- Près de 150 exposants du monde de l'horticulture
- Programme de collection du Jardin botanique
- Accessoires de jardin
- Causeries de Julie Boudreau, Larry Hodgson et Jean-Claude Vigor...
- Démonstrations des experts du Jardin botanique
- Nouveau thème cette année: des oiseaux dans votre jardin... ou quelles sont les plantes qui les attirent
- Horticulture biologique et plus encore!

PROGRAMME 2004

## LE DEVOIR

## ACTUALITÉS

## LAPIERRE

SUIVE DE LA PAGE 1

retourné immédiatement [au gouvernement canadien] dès que le procureur spécial l'aura.

Selon les chiffres du Directeur général des élections, les firmes mises en cause dans le scandale des commandites, notamment Groupaction et Everest, auraient versé des dons de l'ordre de 650 000 \$ au PLC entre 1993 et 2002.

Au côté de son chef, Jean Lapierre a affirmé hier que le PLC ne faisait pas campagne avec l'argent des commandites puisque la section québécoise était endettée de 3,8 millions lorsque Paul Martin est arrivé au pouvoir. Paul Martin a quant à lui répété que les résultats de la vérification comptable seront transmis dès qu'ils seront prêts à l'avocat-conseil chargé du recouvrement des fonds, M<sup>r</sup> André Gauthier.

Le chef du Bloc québécois Gilles Duceppe, de passage dans les Bois-Francis, s'est dit déçu que la lumière ne soit pas faite plus rapidement sur les fonds de provenance douteuse dont aurait bénéficié le PLC. «M. Lapierre nous parlait d'argent sale avant le déclenchement de la campagne, ce sont ses mots. Il a dit qu'il ne ferait pas campagne avec ça. Là, le rapport est prêt et il dit: "On vous le dira après!" Ce n'est pas respectueux! Dans la mesure où on veut corriger les choses, il faut apporter des correctifs.»

## Minoritaire: un mot tabou?

Le chef du PLC a par ailleurs dû se porter à la défense de son lieutenant québécois, qui avait évoqué lundi sur les ondes de CKAC, la radio où il officiait jusqu'à tout récemment, la perspective d'un gouvernement minoritaire.

Répondant au journaliste qui rappelait que des experts prédisent un gouvernement libéral minoritaire, Jean Lapierre a soutenu qu'il n'excluait aucun scénario: «Si jamais cela se présentait comme cela, traditionnellement, les gouvernements libéraux ont été tenus au pouvoir souvent par les néo-démocrates. A ce moment-là, c'est pas mal plus dans le sens des programmes sociaux et des intérêts de bien des citoyens.» Ses propos ont défrayé la manchette, surtout au Canada anglais, où la venue de l'ancien bloquiste suscite une certaine méfiance, voire de la grogne.

Le chef libéral a refusé de blâmer son candidat-vedette: «Il incarne la vision québécoise. Il connaît les dossiers, c'est quelqu'un dont je suis extrêmement fier. Il va jouer un rôle très important dans le prochain gouvernement.» Sourire en coin, Paul Martin a cependant précisé que «son seul défaut, c'est qu'il a été dans un autre domaine avant la politique, mais on va lui pardonner.»

Ce n'est pas la première fois que les déclarations de M. Lapierre sèment l'embarras chez les libéraux. Dès son retour dans l'arène politique, il avait déclaré que la loi sur la clarté était «inutile», la qualifiant d'«astuce», au grand dam du Canada anglais, qui la perçoit comme un rempart contre le séparatisme. Plus récemment, il avait comparé le scandale des commandites à un vieux poisson pourri laissé dans le réfrigérateur par l'administration précédente.

Le principal intéressé, qui a été animateur-vedette à CKAC et à TQS, estime quant à lui être victime d'un «spin médiatique». «Par-dessus vos têtes, le message passe bien [...], sans filtre, le message passe très bien», a-t-il lancé aux journalistes. «Est-ce que j'aurais dû dire: "On ne prononce pas le mot "minoritaire"? [...] C'est clair que je travaille à l'élection d'un gouvernement majoritaire, que je souhaite faire partie d'un gouvernement majoritaire», a-t-il soutenu en entrevue au Devoir.

Le candidat libéral dans Outremont tient à son franc-parler: «Quand on est ouvert, on dit qu'on parle trop, et quand on ne parle pas assez, on dit qu'on a la langue de bois. C'est pour cela qu'à certains moments, les politiciens deviennent comme du tofu: inodores, incolores et sans saveur. Il y a un moment dans la vie où on doit pouvoir s'exprimer librement.»

## Blâme du Conseil de presse

Ce même langage coloré auquel il avait recours jusqu'à tout récemment sur les ondes revient à hanter dans sa vie politique: le Conseil de presse lui a adressé un blâme hier pour des propos tenus en décembre dernier alors qu'il était animateur à CKAC.

Revenant du centre-ville de Montréal, où il avait fait ses emplettes de Noël, l'animateur s'était insurgé contre les retards du déneigement, qualifiant l'administration municipale de «trous de cul» qui se «sacrent des contribuables». «La grande ville, je vous le dis, c'est de la merde», avait entre autres affirmé l'animateur dans une envolée fielleuse.

Après analyse, le Conseil de presse du Québec, un organisme indépendant formé de représentants du public, des entreprises de presse et des journalistes, estime que «le vocabulaire utilisé par M. Lapierre est inacceptable sur les ondes d'une station de radio».

«Peu importe de quel genre journalistique il s'agit, les normes de respect sont égales partout. On ne peut pas insulter les gens ni être d'une agressivité abusive. Il y a un moyen de faire ce travail-là de manière frondeuse, sans insulter les gens», a fait valoir le secrétaire général du Conseil de presse, Robert Maltais.

Le Conseil de presse déplore également le fait qu'à la fin d'une entrevue avec un responsable de la Ville, M. Lapierre a baissé le volume du micro de son interlocuteur afin d'attribuer à son invité des paroles tout à fait contraires à son propos. «Il s'agit d'une conduite contraire à toutes les règles de l'entrevue», peut-on lire dans la décision.

Jean Lapierre a refusé hier de commenter la décision du Conseil de presse, qu'il n'avait pas lue. Le document lui a été envoyé il y a de cela deux semaines à l'adresse de son ancien employeur, CKAC. «Un, je me souviens vaguement de l'entrevue. Deux, je n'ai pas pris connaissance de la décision. Cela ne serait pas professionnel de ma part de commenter une décision que je n'ai pas lue. [...] Je lirai cela en temps et lieu. Disons que je suis concentré sur la campagne à ce moment-ci.»

Avec la collaboration d'Alec Castonguay et de la Presse canadienne

## LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean-sur-Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messagerie Dynamique, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. E-mail de publication: Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

## CHAGNON

SUIVE DE LA PAGE 1

Le ministre Jacques Chagnon a affirmé que Kanesatake est une «communauté beaucoup plus violente que le reste de la société». «Il passe une corneille, l'es pas content, tu sors ton 12, tu tires la corneille. On voit pas ça ailleurs», avait-il dit en entrevue au Journal de Montréal. En Chambre mardi, le ministre en a remis et avancé que les communautés autochtones connaissent des taux de criminalité plus élevés parce que leur population est composée principalement de jeunes âgés de moins de 25 ans. «En deux mots, c'est pas mal plus facile d'administrer un centre d'accueil que d'administrer une polyvalente. Et on a devant nous des gens qui sont, évidemment, plus portés à avoir des attitudes moins civiles», a-t-il affirmé.

Ces déclarations représentent autant de raisons aux yeux des communautés autochtones pour réclamer la démission du ministre. «Pour moi, embarrasser le gouvernement comme M. Chagnon l'a fait demande un geste honorable qui serait de se retirer», a lancé Ghislain Picard.

«On a devant nous une personne qui détient des fonctions importantes et qui doit montrer un minimum de respect envers la société québécoise mais aussi les sociétés avec lesquelles le gouvernement québécois doit transiger, dont les Premières Nations», a-t-il ajouté.

Ghislain Picard estime que les propos de M. Chagnon mettent en doute la volonté exprimée par Jean Charest le 17 juin 2003, lorsqu'il a signé avec l'APNQL l'«Engagement politique mutuel», qui prévoit de «développer et maintenir des relations harmonieuses et respectueuses». «D'un côté, on signe un document où on dit qu'on est prêt à agir respectueusement, mais de l'autre, on se permet des écarts de langage et des dérapages. C'est quelque chose d'inacceptable», a-t-il lancé.

D'après le chef régional de l'APNQL, les propos du ministre risquent d'alimenter les préjugés à l'égard des autochtones. «Le phénomène de la violence dans nos communautés est un phénomène que nous ne nions pas», a-t-il noté, soulignant le taux de suicide élevé dans les communautés autochtones. Selon lui, la violence a de multiples visages et peut s'expliquer par les conditions sociales et économiques qui prévalent dans les communautés.

Les réactions de l'APNQL font écho à celles expri-

mées mardi par le grand chef James Gabriel et les chefs dissidents de Kanesatake.

Ghislain Picard exhorte le premier ministre Jean Charest à s'intéresser davantage au dossier de Kanesatake et aux relations avec les autochtones. «Les commentaires de M. Chagnon indiquent qu'il y a un besoin sérieux de revoir l'attitude du gouvernement dans son ensemble», a-t-il expliqué.

## Charest tourne la page

Le premier ministre a toutefois tourné la page sur l'incident provoqué par Jacques Chagnon. «Le ministre a eu l'occasion de dire qu'il aurait souhaité peut-être s'exprimer différemment. Ça va faire 20 ans que je suis élu. Il m'est arrivé en 20 ans de dire des choses que j'aurais voulu dire différemment. La même chose est sans doute arrivée au chef de l'opposition officielle. Quand ça arrive, on corrige le tir. Et quant à moi, l'affaire est close», a affirmé Jean Charest en Chambre.

Le premier ministre a précisé que «le dossier de Kanesatake n'est pas un dossier facile» et qu'«il faut faire preuve de doigté et de patience» face à des problèmes qui «ne se règlent pas du jour au lendemain».

Jacques Chagnon a quant à lui exprimé des regrets. «Si j'ai blessé ou vexé certaines personnes, j'en suis profondément désolé. Je n'ai pas voulu insulter personne, d'autant plus que j'ai beaucoup de respect pour les communautés autochtones», a-t-il dit. Interrogé sur sa capacité de résoudre la crise à Kanesatake, le ministre a déclaré qu'il «compte assumer [sa] tâche dans le meilleur intérêt du Québec».

En début de soirée, Jacques Chagnon a ignoré les journalistes qui lui demandaient de réagir aux déclarations de Ghislain Picard.

Ce n'est pas la première fois que l'APNQL dénonce Jacques Chagnon. En janvier dernier, Ghislain Picard avait déploré l'attitude du ministre de la Sécurité publique dans sa gestion de la crise à Kanesatake. L'APNQL lui reprochait alors d'avoir négocié avec des Mohawks dissidents pour libérer une soixantaine de policiers autochtones qui étaient séquestrés dans le poste de police de Kanesatake. Le chef de Betsiamites, Raphaël Picard, avait même comparé l'attitude du ministre à celle de la CIA en Amérique du Sud pendant les années 70 et 80, «quand on essayait de renverser des gouvernements légitimement élus».

## BED-IN

## Le Canada hypocrite

Le gouvernement canadien est loin d'échapper à cette dérive, lui dont le comportement est jugé paradoxal, pour ne pas dire hypocrite, par la section canadienne-française d'AI. Le cas du Canadien Maher Arar, expulsé par les États-Unis vers la Syrie en octobre 2002, est exemplaire d'une complaisance qui, espère M. Frenette, sera relevée pendant la campagne électorale fédérale qui s'amorce.

Les contradictions ne manquent pas, souligne AI: le Canada se dit défenseur du rôle des Nations unies mais appuie la détention des «combattants illégaux» à Guantánamo; il croit à la voie de la justice mais a adopté une loi antiterroriste (C-36) qui écorche la présomption d'innocence; il s'oppose à la torture mais continue de remettre aux forces américaines des personnes capturées en Afghanistan... «Nos droits se portent mal, de plus en plus mal», dit M. Frenette. Il y a lieu de talonner les politiciens et de leur poser des questions sur la problématique de la sécurité versus les droits humains.

Sur plus de 450 pages, le rapport 2004 fait la description d'atteintes et de violations à l'échelle de la planète, région par région. Il signale que la lutte antiterroriste a «détourné l'attention de conflits persistants et oubliés qui, en Colombie, au Népal, en République démocratique du Congo, au Soudan et dans d'autres pays, donnent lieu aux pires atrocités». Quand elle ne sert pas en plus, comme aux Russes en Tchétchénie, de caution à une répression menée en toute impunité. Il qualifie de crimes de guerre certains gestes israéliens faits dans les territoires occupés. Il note que l'Asie a exécuté plus de personnes en 2003 que le reste du monde réuni. En Chine seulement, selon

## Poursuites contre Ottawa et Québec

Le gouvernement Charest ne semble pas au bout de ses peines dans la crise à Kanesatake. Selon la radio de Radio-Canada, des résidents de la communauté autochtone envisagent de déposer une poursuite criminelle contre Ottawa et Québec et les accusent de négligence criminelle, d'intimidation et de complot pour restreindre le commerce puisqu'ils n'assurent pas des services de sécurité adéquats sur le territoire. Selon l'Alliance autochtone de la région d'Oka, des moyens légaux sont en effet envisagés afin de forcer Ottawa et Québec à intervenir pour ramener la paix à Kanesatake.

## Cleary met Duceppe dans l'embarras

D'autres propos ayant trait à Kanesatake ont provoqué des remous, cette fois dans la campagne électorale fédérale. Le candidat bloquiste Bernard Cleary, lui-même autochtone, a affirmé que le gouvernement fédéral, qui «n'a jamais fait sa job dans le dossier», devrait «envoyer l'armée» à Kanesatake s'il le juge nécessaire. «Le gouvernement fédéral doit prendre ses responsabilités jusque-là», a-t-il lancé, pour ensuite nuancer ses propos et dire qu'Ottawa doit intervenir devant l'incapacité de Québec de régler la crise. Embarrassé par les déclarations de son candidat, le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a précisé qu'il appartenait au grand chef James Gabriel d'identifier le type d'aide dont sa communauté a besoin.

Selon Ghislain Picard, «envoyer l'armée ne contribuerait pas à régler la situation à Kanesatake. Ça peut contribuer à envenimer davantage les relations entre l'État québécois et les nations autochtones. A ce moment-ci, ce n'est pas une hypothèse que j'envisageais».

Invité à commenter le dossier, le ministre fédéral Denis Coderre s'est montré prudent hier soir en marge d'une assemblée partisane tenue dans la circonscription de Saint-Léonard-Saint-Michel. M. Coderre a souligné que c'est une question d'ordre et de sécurité qui relève «pour l'instant d'opérations policières». Au sujet de la déclaration de M. Cleary, Denis Coderre a été tranchant: «C'est un manque de respect. [...] C'est nier la notion même de nation. Pourquoi envoyer l'armée tout de suite? On sait qu'on doit éviter une autre crise comme en 1990», a-t-il fait valoir.

Avec la collaboration de Kathleen Lévesque

SUIVE DE LA PAGE 1

Du scandale des sévices à Abou Ghraïb à la décapitation de Nick Berg, disait hier M. Frenette en conférence de presse, «il y a perte du sens moral» dans un contexte où «la force prend de plus en plus le pas sur le droit».

De Londres, siège de l'AI, la secrétaire générale de l'organisation, Irene Khan, a accusé les Américains d'avoir «sacrifié les droits humains» sous le couvert de leur «guerre contre le terrorisme». Mme Khan a ajouté: «La tendance à laquelle nous avons assisté et que nous avons vue se développer cette année est une mise à l'écart des droits de l'homme, aussi bien pour des raisons idéologiques par des groupes armés que pour des raisons de sécurité par des gouvernements.» En conséquence, a-t-elle dit, les États-Unis, appliquant une logique tout à fait absurde, ont fait du monde un endroit nettement plus dangereux: «Il ne peut pas y avoir de sécurité durable sans respect des droits humains.»

Au nom de cette guerre, affirmait hier M. Frenette, «un grand nombre d'États s'en sont pris aux principes, aux valeurs et aux normes des droits humains», suivant l'exemple américain du Patriot Act. Ce qui a donné lieu à un télescopage de législations antiterroristes où les infractions font l'objet de définitions vagues, où il est permis d'emprisonner indéfiniment sans inculpation et où la détention au secret favorise «notoirement» la torture. Le rapport fait état de centaines de prisonniers provenant d'environ 40 pays, détenus sans inculpation en Irak, à Cuba et en Afghanistan.

SUIVE DE LA PAGE 1

Deux suspects sont déjà inculpés dans les attentats commis en 1998 contre des ambassades américaines en Afrique. La femme est née au Pakistan, un septième individu est né en Arabie Saoudite.

«Ils sont tous recherchés en relation avec une menace terroriste possible contre le territoire américain et présentent un danger immédiat pour les États-Unis», a affirmé M. Ashcroft. «Ils doivent tous être considérés comme armés et dangereux», a-t-il ajouté en demandant aux Américains de faire part immédiatement aux autorités de toute information susceptible de les faire arrêter.

MM. Ashcroft et Mueller ont dit ne pas savoir où ces sept suspects se trouvent à l'heure actuelle. Deux d'entre eux possèdent un passeport canadien et un autre un passeport américain, a précisé M. Mueller.

Le ministre américain de la Justice a indiqué ne disposer d'«aucun indice» permettant aux autorités américaines de penser «qu'ils travaillent de concert».

Cependant, a-t-il expliqué, l'un d'entre eux pourrait «faciliter une attaque pour le compte d'al-Qaïda». Il a noté qu'un suspect, Adnan el-Shukrijumah, parle parfaitement anglais.

«Nous ne prenons aucun risque et nous devons — après les attentats de Madrid — être prêts à toutes sortes d'attaques au cours des prochains mois», a insisté M. Ashcroft.

## «Période de menace grave»

Les terroristes d'al-Qaïda se préparent à frapper «fort» les États-Unis au cours des prochains mois avec la volonté de peser sur l'élection présidentielle du 2 novembre, a d'ailleurs prévenu l'administration américaine hier.

Les États-Unis sont entrés dans une «période de menace grave», a affirmé le porte-parole de la Maison-Blanche, Scott McClellan. «Des renseignements crédibles provenant de sources multiples indiquent qu'al-Qaïda prévoit de lancer une attaque contre les

États-Unis au cours des prochains mois», a précisé le ministre de la Justice, John Ashcroft.

Les informations du renseignement indiquent qu'al-Qaïda a «l'intention de frapper fort les États-Unis», a ajouté M. Ashcroft lors de cette conférence de presse.

Les responsables américains ne savent cependant ni où, ni quand, ni comment entend agir le réseau d'Oussama ben Laden, responsable des attentats du 11 septembre 2001, qui avaient fait près de 3000 morts. «Malheureusement, nous ne savons pas actuellement quelle forme pourrait prendre cette menace», a déploré le directeur du FBI, Robert Mueller.

Tout en adoptant un ton alarmiste, l'administration n'envisage pas de relever, dans l'immédiat, le niveau de l'alerte terroriste. Son niveau actuel, fixé à «élevé»

## Les sept personnes recherchées

■ Amer el-Maati, 41 ans, est né au Koweït. Il a la citoyenneté canadienne et est d'origine égyptienne et syrienne.

■ Aafia Siddiqui a entre 30 et 32 ans. Elle est née au Pakistan. Elle aurait vécu à Boston (Massachusetts), qu'elle aurait quitté en janvier 2003.

■ Adnan G. el-Shukrijumah, 28 ans, est né en Arabie Saoudite. Il parle anglais, a passé 15 ans aux États-Unis et est titulaire d'un passeport guyanais.

■ Fazul Abdullah Mohammed a une trentaine d'années. Il est né à Moroni, aux Comores. Il parle français, swahili, arabe et anglais. Il aime porter des casquettes de baseball et est doué en informatique.

■ Ahmed Khalifan Ghailani a entre 30 et 34 ans. Il est né à Zanzibar, en Tanzanie.

Mohammed et Ghailani sont inculpés dans le cadre des attentats contre les ambassades américaines en Tanzanie et au Kenya en 1998. Le FBI offre une récompense de 25 millions de dollars pour des renseignements pouvant conduire à leur capture.

■ Abderrouf Jdey, 38 ans, est né en Tunisie. Il a la citoyenneté canadienne et aurait suivi des cours d'aéronautique.

■ Adam Yahiyeh Gadahn, 25 ans, est un citoyen américain né aux États-Unis et converti à l'islam.

des chiffres conservateurs, plus de 2400 personnes ont été condamnées à mort ou exécutées l'année dernière. Le rapport dénonce aussi «les États qui ne se sont pas préoccupés des véritables armes de destruction massive que sont l'injustice et l'impunité, la pauvreté, la discrimination et le racisme, le commerce non réglementé d'armes légères [qui font 500 000 morts par année et face auquel le Canada est coupable de laxisme, a souligné M. Frenette], la violence contre les femmes et contre les enfants».

Un portrait mondial inquiétant face auquel, à défaut d'autre chose, il y aurait grand besoin de bed-in, se désolait non sans ironie la responsable des communications d'AI à Montréal, Anne Sainte-Marie — en allusion, puisqu'il y a coïncidence, à l'exposition de photographies inédites que l'organisation a inaugurée hier à l'hôtel Fairmont Le Reine Elizabeth à l'occasion du 35<sup>e</sup> anniversaire du célèbre bed-in pour la paix de John Lennon et Yoko Ono à Montréal. «Trente-cinq ans plus tard, a dit Mme Sainte-Marie, il me semble évident que l'état du monde a empiré.»

Ce qui n'était pas hier l'avis du porte-parole de la Maison-Blanche, Scott McClellan, qui a «rejeté» les accusations d'Amnesty, rétorquant que «la guerre contre le terrorisme avait protégé les droits humains de quelque 25 millions de personnes en Afghanistan et de 25 millions de personnes en Irak. Les États-Unis sont en tête quand il s'agit de protéger les droits humains, et nous continuerons de l'être».

Pour avoir accès au rapport sur les droits humains: [www.amnistie.qc.ca](http://www.amnistie.qc.ca)

## FBI

États-Unis au cours des prochains mois», a précisé le ministre de la Justice, John Ashcroft.

Les informations du renseignement indiquent qu'al-Qaïda a «l'intention de frapper fort les États-Unis», a ajouté M. Ashcroft lors de cette conférence de presse.

Les responsables américains ne savent cependant ni où, ni quand, ni comment entend agir le réseau d'Oussama ben Laden, responsable des attentats du 11 septembre 2001, qui avaient fait près de 3000 morts. «Malheureusement, nous ne savons pas actuellement quelle forme pourrait prendre cette menace», a déploré le directeur du FBI, Robert Mueller.

Tout en adoptant un ton alarmiste, l'administration n'envisage pas de relever, dans l'immédiat, le niveau de l'alerte terroriste. Son niveau actuel, fixé à «élevé»

(jaune), est adéquat pour assurer la sécurité des Américains à l'approche de la saison estivale, durant laquelle plus de 200 millions d'entre eux devraient voyager, a assuré le secrétaire américain à la Sécurité intérieure, Tom Ridge.

Les terroristes pourraient être tentés de perturber l'un des nombreux événements prévus aux États-Unis «en cette année électorale», selon le ministre Ashcroft. Il s'agit notamment de l'inauguration samedi du mémorial de la Deuxième Guerre mondiale à Washington, du sommet du G8 à Sea Island (Géorgie) entre le 8 et le 10 juin ainsi que de la tenue des conventions démocrate (du 26 au 29 juillet) et républicaine (du 30 août au 2 septembre) pour l'élection présidentielle du 2 novembre.

En les ciblant, al-Qaïda tenterait de reproduire le scénario des attentats qui ont fait 191 morts le 11 mars à Madrid et précédé une victoire-surprise des socialistes aux élections législatives. «Al-Qaïda peut considérer qu'une attaque d'importance aux États-Unis cet été ou à l'automne pourrait entraîner des conséquences équivalentes», a estimé M. Ashcroft.

«Le visage d'al-Qaïda pourrait être en train de changer» car c'est «une organisation résistante et souple, connue pour adapter ses stratégies à la lumière de nouvelles mesures de sécurité», a prévenu le ministre.

Le profil idéal d'un auteur d'attentat est, selon le renseignement américain, d'être âgé d'environ 30 ans, de pouvoir se présenter «comme un Européen» et d'être accompagné d'une famille «afin de passer plus inaperçu».

L'Institut international d'études stratégiques (IISS), basé à Londres, a évalué hier à «plus de 18 000» le nombre de «terroristes potentiels toujours en liberté, avec les recrutements qui s'accroissent du fait de l'Irak».

A un peu plus de cinq mois de l'élection du 2 novembre, les sondages montrent que le président George W. Bush est mieux placé que son adversaire démocrate John Kerry pour mener «la guerre contre le terrorisme».

Le sénateur Kerry a cependant affirmé hier qu'il agirait «plus efficacement» que le président républicain pour «assurer la sécurité des États-Unis».

Le porte-parole de la Maison-Blanche a réfuté les accusations selon lesquelles l'administration Bush, en difficulté sur le dossier irakien, agit la menace terroriste à des fins politiques.

# LE DEVOIR

## LES SPORTS

### Jeanson est encore sur la sellette

PRESSE CANADIENNE

Pour avoir négligé de se présenter au contrôle antidopage après la course de la Flèche Wallonne, le 21 avril dernier en Belgique, Geneviève Jeanson s'expose à une suspension qui pourrait mettre fin à sa saison, la privant des Jeux olympiques et des Championnats du monde de cyclisme plus tard à l'automne.

Par contre, Jeanson devrait prendre part à l'épreuve de la Coupe du monde de cyclisme féminin, samedi, sur le mont Royal, selon le quotidien *La Presse*.

Ici, il ne s'agit pas d'un refus de contrôle, mais d'une omission. Le règlement de l'Union cycliste internationale dit une carence de contrôle et prévoit une suspension de un à six mois ou, si les circonstances le justifient, un avertissement. Elle aurait de bonnes chances de s'en tirer avec un avertissement. La décision ne devrait pas être connue avant deux bonnes semaines.

À la fin de l'épreuve de la Flèche Wallonne, la gagnante et sept autres coureuses, dont Jeanson, devaient se présenter au contrôle antidopage. Mais la jeune cycliste a oublié de vérifier si son nom avait été retenu.

### Henin-Hardenne au tapis

## Le tennis américain en déroute à Roland-Garros

ASSOCIATED PRESS

Paris — À Roland-Garros, la bannière étoilée est en berne. Pour la première fois depuis les débuts de l'ère Open, en 1968, il n'y aura pas de représentants des États-Unis au troisième tour dans le tableau masculin d'un tournoi du grand chelem.

Les deux derniers joueurs américains encore en lice dans le simple messieurs des Internationaux de France, Andy Roddick et Vince Spadea, ont quitté l'épreuve hier, vaincus au deuxième tour par les Français Olivier Mutis et Julien Jeanpierre.

Après l'élimination en début d'après-midi de la tenante du titre Justine Henin-Hardenne, battue par l'Italienne Tathiana Garbin, Mutis, 125<sup>e</sup> joueur mondial, s'est offert en cinq sets la tête de série numéro deux du tournoi, Roddick, 3-6, 6-3, 6-7 (5), 6-3, 6-2.

Dans toute l'histoire des Internationaux de France, une seule tenante du titre, Arantxa Sanchez-Vicario, avait connu une élimination aussi prématurée l'année suivant son triomphe. En 1990, l'Espagnole s'était inclinée au deuxième tour, vaincue par l'Argentine Mercedes Paz.

Diminuée physiquement par un virus qui l'a éloignée des courts pendant un mois et demi, Henin-Hardenne a été battue par l'Italienne Tathiana Garbin, 86<sup>e</sup> joueuse mondiale, 7-5, 6-4. Sur le court Su-

zanne Lenglen, la Belge a commis 30 fautes directes, 10 double-fautes, et a passé seulement 48 % de premières balles de service.

Sur terre battue cette année, Henin-Hardenne, qui a décidé la semaine dernière de défendre son titre, avait disputé seulement quatre matches avant Roland-Garros, au tournoi d'Amelia Island. Son virus, proche de la mononucléose, l'a ensuite privée de compétition.

La défaite de la numéro un mondiale a ouvert la moitié de tableau de Mauresmo, tête de série numéro 3 et lauréate des tournois de Berlin et Rome. Elle a battu hier Anabel Medina Garrigues, 6-0, 4-6, 6-1.

Dans le tableau masculin, l'Argentin Guillermo Coria et l'Espagnol Carlos Moya, deux des grands favoris, se sont facilement qualifiés pour le 3<sup>e</sup> tour.

Coria (3) a éliminé son compatriote Juan Monaco, tandis que Moya (5), vainqueur du tournoi en 1998, a expédié son compatriote Fernando Vicente.

Après sa victoire expéditive au premier tour sur Nikolay Davydenko, Coria, lauréat du tournoi de Monte Carlo, a poursuivi son chemin sans perdre de set mercredi, en dépit d'une entame un peu chaotique.

En double, Daniel Nestor a bien entrepris le tournoi en compagnie de son compagnon Mark Knowles, des Bahamas. Le duo a eu raison de la paire formée de l'Australien Ashley Fisher et du Russe, Dmitry Tursunov, 6-3, 5-7, 8-6.

### HORS-JEU



Jean Dion

## Merci les Flames

Vous, vous êtes plutôt indépendants de nature, à ce qu'on raconte, et cela est tout à votre honneur, mais pas moi. Il est ainsi, mon oncle Rogatien: suiveux. Il aime faire comme tout le monde, penser comme tout le monde, se fonder dans le consensus mou. Tenez, par exemple, quand il se rend assister à un événement sportif et qu'au tableau indicateur il est écrit «Bruit», mon oncle Rogatien fait du bruit. Si le DJ de l'amphithéâtre — en général un intellectuel de centre-gauche modéré spécialiste du divertissement des masses — fait jouer l'imbuvable *We Will Rock You*, il va taper des mains au rythme de l'horripilante mélodie. C'est sa façon d'être en harmonie avec le monde.

Aussi Rogie se sent-il tout Canada à ce moment-ci à l'occasion de cette série finale pour l'obtention de la précieuse coupe Stanley. Par la grâce de l'intercession des Flames de Calgary. Quelle belle histoire que la leur, tout de même. Un véritable conte de fées. Oui oui, de fées. C'est ce qu'ils ont dit, l'autre jour, à la télé: un conte de fées. Une équipe Cendrillon. Le gars en plastique qui animait à même fait une allusion littéraire à la citrouille et à la gouguone de vair.

Avant-hier, le *Globe and Mail*, qui n'est pas précisément une feuille de chou, publiait même un cahier spécial sur les Flames de Calgary. Manchette: «Canada's Team». Et Jarome Iginla est *Canada's Captain* (il a succédé à Brian Töbin, faut-il le déduire). En plus, à la radio, il y avait un gars qui disait que c'était bien beau, Vincent Lecavalier et Martin Saint-Louis et André Roy et Eric Perrin et Brad Richards et le chaud soleil de la Floride, mais lui, il prenait pour les Flames à cause du Canada. Bien d'accord. En examinant attentivement la question, on constate qu'il y a un peu de Calgary dans nous tous, et un peu de nous tous dans Calgary. Cela sans parler de Martin Gellman, l'autre p'tit gars de Shawinigan.

Et puis et puis et puis. Auriez-vous opportunément noté, dans vos temps libres, que les Flames sont, depuis l'époque immémoriale qui nous ramène avant qu'il n'y ait que juste six équipes, la seule franchise à être partie des États pour s'installer en Canada? Farpaitement. Ils étaient d'Atlanta, les Flames, jusqu'en 1980. Vous en souvient-il, Boom Boom Geoffron avait entraîné-en-chieffé là-bas, et les noms enchanteurs des joueurs flanquant aujourd'hui encore le cafard de la nostalgie mal assumée: Larry Romanichuk, Bobby Lalonde, Butch Deadmarsh, Vic Mercredi, Miles Zaharok, Noel Price, Darcy Rota, Harold Philipoff.

Les Nordiques sont partis aux États, les Jets ont filé aux States, les Whalers et les North Stars et les Golden Seals et les Rockies et les Scouts et les Barons ont déménagé mais sont demeurés aux USA, alors que les Flames, eux, n'ont pas eu peur de nos taxes absurdes élevées, de notre monnaie de singe, de nos discussions constitutionnelles ou du chinook descendu des Rocheuses. Je pense, très sincèrement, qu'il y a là une authentique leçon d'espoir, surtout à l'orée d'une campagne électorale fédérale qui s'annonce riche en péripéties. Merci les Flames.

Par ailleurs, je ne sais trop si vous croyez aux coïncidences ou si vous pensez qu'il ne s'agit que d'événements qui s'adonnent à survenir en même temps par hasard, mais il faut noter un fait igné: dans cette finale, les Flames affrontent le Lightning. Flamme et foudre, pour les d'entre vous qui tenez un lexique de la chose du sport. Or ce qui devait arriver arriva. Juré, c'est vrai, il est fini le temps où j'inventais des affaires pour me rendre intéressant. Ayant acquis une relative maturité, étant parvenu à l'âge d'homme, je fais maintenant profession de vérité, et tout ce qui est contenu ici s'ancre dans la réalité tangible et a été vérifié, revérifié, contre-vérifié et autorisé par Samson Bélaïr, le frère de Serge, lui-même en personne.

Bref, pendant le premier match entre les Flames et le Lightning, aussi incroyable que cela puisse paraître, un incendie imputable à une défectuosité du réseau électrique s'est déclaré au domicile d'un joueur du Tampa Bay. Flames, Lightning, incendie, vous allez dire que cette histoire sent le roussi, mais cela ne l'empêche pas pour autant d'être vraie. Et quel est le nom du joueur, vous pensez, chez qui s'est produit ce fâcheux incident? Boyle.

Par ailleurs encore, mais pas à la même place que tout à l'heure comme nous allons bientôt le voir, la présence des Flames de Calgary dans la série ultime est certainement attribuable en bonne part — entre 62 % et 71 %, selon le relevé hebdomadaire de Statistique Canada dont mes sources ont obtenu copie en le commandant comme tout le monde — à leur gardien Miikka Kiprusoff, qui a multiplié les exploits depuis le début du détail. Déjà, c'est pas mal comme nom: Miikka. Toujours élégant, le i doublé. J'ai envie d'essayer ça, tenez. Dorénavant, ce sera Rogatien.

Donc, oui, Kiprusoff est un Finlandais. Né à Turku, tout comme Saku Koivu, Aki Berg, des Maple Leafs, et Sami Salo, des Canucks (et là, il vous est loisible de différer d'opinion, mais je crois qu'avec autant de beaux talents, il est légitime de commencer à parler de pépinière). Ce qui m'a évidemment incité à communiquer avec M. Bergeron, ex-correspondant de *Hors-Jeu* à Helsinki maintenant installé en banlieue à Espoo (patrie de Jere Lehtinen, des Stars, et, soit dit en passant, question d'éviter toute malencontreuse confusion, ce n'est pas Helsinki qui est installé à Espoo mais M. Bergeron), pour lui demander: «Dis donc, vieille branche, toi la bête mondaine, toi par qui la rumeur publique fait inévitablement étape, toi qui sais énormément de choses quoique moins que moi, dis donc, la verte Finlande effervescente-t-elle au vu des prouesses de son fils Miikka, hum, et, si oui, de quelle manière exprime-t-elle sa liesse et son compréhensible orgueil?»

Ce à quoi M. Bergeron a répondu que, de façon tout à fait déplorable, il était très occupé par les temps qui courent, de telle sorte qu'il n'avait donc pas trop le temps de suivre le hockey.

C'est bête de finir une chronique comme ça, non? [jdion@ledevoir.com](mailto:jdion@ledevoir.com)

### HOCKEY

#### FINALE DE LA COUPE STANLEY

Mardi	Aujourd'hui
Calgary 4 Tampa Bay 1 (Calgary mène la série 1-0)	Calgary à Tampa Bay, 20h00.

### BASEBALL

#### LIGUE NATIONALE

Section Est	G	P	Moy.	Diff.
Philadelphie	25	19	568	—
Floride	26	20	565	—
New York	23	23	500	3
Atlanta	22	23	489	3 1/2
Montréal	15	31	326	11

#### LIGUE AMÉRICAINE

Section Est	G	P	Moy.	Diff.
Boston	29	17	630	—
New York	26	18	591	2
Baltimore	20	21	488	6 1/2
Toronto	19	27	413	10
Tampa Bay	15	29	341	13

Section Centrale	G	P	Moy.	Diff.
Cincinnati	27	19	587	—
Houston	26	20	565	1
Chicago	25	20	556	1 1/2
Milwaukee	23	21	523	3
St. Louis	23	21	523	3
Pittsburgh	19	21	473	5

Section Centrale	G	P	Moy.	Diff.
Chicago	26	19	578	—
Minnesota	26	19	578	—
Detroit	21	24	467	5
Cleveland	18	26	409	7 1/2
Kansas City	15	28	349	10

Section Ouest	G	P	Moy.	Diff.
Los Angeles	24	20	545	—
San Diego	25	21	543	—
San Francisco	20	24	455	4
Colorado	18	27	400	6 1/2
Arizona	17	28	378	7 1/2

Section Ouest	G	P	Moy.	Diff.
Anaheim	29	17	630	—
Texas	26	19	578	2 1/2
Oakland	25	20	556	3 1/2
Seattle	17	28	378	11 1/2

Hier	Atlanta 6	Montréal 1
Florida 3	Cincinnati 0	Philadelphie 7
N.Y. Mets 4	Houston 7	Chicago Cubs 3
Milwaukee 2	L.A. A. 1	(12 manches)
Colorado 13	San Diego 6	Pittsburgh à St. Louis, 20h10.
Arizona à San Francisco, 22h15.		

Hier	Toronto 6	Anaheim 5
Minnesota 4	Tampa Bay 2	Seattle 7
Cleveland 3	Boston 9	Oakland 6
Chicago White Sox 4	Texas 0	Kansas City 7
Detroit 3	N.Y. Yankees à Baltimore	

### Braves 6, Expos 1

## Rafael Furcal met le paquet

MICHEL LAJEUNESSE  
PRESSE CANADIENNE

Si Endy Chavez en avait mis plein la vue aux Braves au cours des deux premiers matchs de la série, hier ce fut au tour du premier frappeur d'Atlanta, Rafael Furcal, de faire des siennes. Il a obtenu deux simples, a claqué son deuxième circuit, a soutiré un but sur balles, a marqué trois fois et a conduit les Braves à une victoire de 6-1 contre les Expos.

Furcal a ainsi bien appuyé le

travail du droitier Russ Ortiz (5-4), qui a limité les Expos à cinq coups sûrs, mais aucun après la deuxième manche. Il a complété son premier match de la saison, son huitième en carrière.

Ortiz, qui a retiré 17 frappeurs de suite à compter de la quatrième, a eu le dessus sur son ancien coéquipier avec les Giants de San Francisco, Livan Hernandez.

Le partant des Expos a pu limiter les dégâts quelque peu à cause de son sang-froid et de sa grande expérience, mais il a tout de

même cédé 10 coups sûrs et quatre points en sept manches. Sa fiche est maintenant de 4-3. Il a subi une deuxième défaite de suite.

Le joueur de troisième but Mark DeRosa a accueilli le releveur Sun-Woo Kim dans le match en huitième en expédiant son tout premier tir par-dessus la clôture du centre pour son troisième circuit. Il a produit un autre point avec un double. Kim a cédé trois coups sûrs et un autre point dans cette manche.

### EN BREF

## Porto bat Monaco en finale de la Ligue des Champions

(AP) — Le FC Porto a battu l'AS Monaco 3-0 (mi-temps 1-0) hier soir en finale de la Ligue des Champions de football à l'Arena auf Schalke de Gelsenkirchen (Allemagne). Les buts ont été marqués par Carlos Alberto (39'), Deco (71') et Alenitchev (75'). Porto remporte la deuxième C1 de son histoire, après sa victoire en Coupe d'Europe des clubs champions en 1987.

Les Portugais auront été les bourreaux des clubs français cette saison en Ligue des Champions après avoir éliminé Marseille en poule, Lyon en quarts de finale et donc Monaco en finale. Monaco ne sera donc pas le deuxième club français à remporter la plus prestigieuse des coupes européennes de football, après l'Olympique de Marseille, vainqueur de la Coupe d'Europe des Clubs Champions (ancêtre de la Ligue des Champions) en 1993.

## Keenan et Martin en Floride

(PC, AP) — Les Panthers de la Floride ont confirmé hier la nomination de Jacques Martin au poste d'entraîneur et le retour de Mike Keenan dans l'organisation, cette fois comme directeur général. Les Panthers avaient été la septième

équipe à congédier Keenan quand il était leur entraîneur. Martin devient le troisième entraîneur des Panthers en moins de sept mois, soit depuis le congédiement de Keenan le 7 novembre. Il remplace John Torchetti, qui a rempli le rôle par intérim en conservant une fiche de 10-12-4-1. Le Franco-Ontarien a affirmé avoir choisi les Panthers à cause des ressources de l'équipe et de la qualité des joueurs en place.

## Innocente, Marion Jones?

(AP) — Les avocats de Marion Jones ont repris l'offensive dans l'enquête sur les liens qui pourraient exister entre la sprinteuse américaine et les activités du laboratoire BALCO, soupçonné d'avoir mis au point la THG (tétrahydrogestronone). Ils espèrent ainsi éviter à leur cliente d'être bannie des Jeux olympiques d'Athènes, elle qui avait glané cinq médailles dont trois d'or lors des Jeux de Sydney en 2000. Les avocats de Jones ont ainsi transmis à l'Associated Press des documents provenant de l'Agence américaine antidopage qui expliquent, selon eux, pourquoi il n'y a pas de preuve évidente que Marion Jones ait utilisé des stéroïdes. En jouant ainsi carte sur place, les avocats de la championne espèrent ainsi prouver de la bonne foi de l'athlète, qui a toujours nié avoir pris des produits interdits.

LE DEVOIR

top 20 musimax

hit & nostalgie

★ TOUS LES VENDREDIS 19 H

SEMAINE DU 31 MAI AU 6 JUIN 2004

CS	SD	LUCE DUFAULT
01	2	TU ME FAIS DU BIEN
		STÉRIE SHOCK
02	3	UN HOMME À LA MER
		SIMPLY RED
03	4	YOU MAKE ME FEEL BRAND NEW
		SARAH Mc LACHLAN
04	6	STUPID
		DIDO
05	7	DON'T LEAVE HOME
		MARC DROUIN
06	9	JE R'COMMENCE À M'AIMER MON AMOUR
		ERIC CLAPTON
07	10	MILK COW'S CALF BLUES
		TAIMA
08	11	INUTUULUNGA
		DANIEL LAVOIE
09	1	BÉNIES SOIENT LES FEMMES
		ROBI DRACO ROSA
10	13	DANCING IN THE RAIN / LIE WITHOUT A LOVER
		CORNEILLE
11	8	PARCE QU'ON VIENT DE LOIN
		LAURENT VOULZY
12	16	FILLE D'AVRIL
		DELTA GOODREM
13	18	BORN TO TRY
		NOLWENN LEROY
14	5	CASSE
		MARIE-CHANTAL TOUPIN
15	-	TOÉ C'EST MOÉ
		LIONEL RICHIE
16	19	JUST FOR YOU
		PRINCE & THE NEW POWER GENERATION
17	-	MUSICOLOGY
		WILFRED LE BOUTHILLIER
18	14	JE FERAI TOUT
		CORAL EGAN
19	12	MY FAVORITE DISTRACTION
		MICHAEL ANDREWS AVEC GARY JULES
20	-	MAD WORLD

Propriétés copyright

Astral Media CHUM

Pour annoncer, appelez au 985-3322 ou au 1-800-363-0305

## Mieux-être

### BÉDARD

Clinique de Greffe de cheveux  
Pour hommes et femmes depuis 1974

Microgreffe folliculaire

Chirurgiens:  
Dr Pierre Bédard  
Dr Michel Chagnon  
M.D., F.R.C.S. (C)

30 ans

La solution naturelle et permanente à votre perte de cheveux!

(514) 842-8449

Ouvert  
Lundi au vendredi:  
9h30 à 17h00

630, rue Sherbrooke Ouest, bureau 301, Montréal

Par ailleurs encore, mais pas à la même place que tout à l'heure comme nous allons bientôt le voir, la présence des Flames de Calgary dans la série ultime est certainement attribuable en bonne part — entre 62 % et 71 %, selon le relevé hebdomadaire de Statistique Canada dont mes sources ont obtenu copie en le commandant comme tout le monde — à leur gardien Miikka Kiprusoff, qui a multiplié les exploits depuis le début du détail. Déjà, c'est pas mal comme nom: Miikka. Toujours élégant, le i doublé. J'ai envie d'essayer ça, tenez. Dorénavant, ce sera Rogatien.

Donc, oui, Kiprusoff est un Finlandais. Né à Turku, tout comme Saku Koivu, Aki Berg, des Maple Leafs, et Sami Salo, des Canucks (et là, il vous est loisible de différer d'opinion, mais je crois qu'avec autant de beaux talents, il est légitime de commencer à parler de pépinière). Ce qui m'a évidemment incité à communiquer avec M. Bergeron, ex-correspondant de *Hors-Jeu* à Helsinki maintenant installé en banlieue à Espoo (patrie de Jere Lehtinen, des Stars, et, soit dit en passant, question d'éviter toute malencontreuse confusion, ce n'est pas Helsinki qui est installé à Espoo mais M. Bergeron), pour lui demander: «Dis donc, vieille branche, toi la bête mondaine, toi par qui la rumeur publique fait inévitablement étape, toi qui sais énormément de choses quoique moins que moi, dis donc, la verte Finlande effervescente-t-elle au vu des prouesses de son fils Miikka, hum, et, si oui, de quelle manière exprime-t-elle sa liesse et son compréhensible orgueil?»

Ce à quoi M. Bergeron a répondu que, de façon tout à fait déplorable, il était très occupé par les temps qui courent, de telle sorte qu'il n'avait donc pas trop le temps de suivre le hockey.

C'est bête de finir une chronique comme ça, non? [jdion@ledevoir.com](mailto:jdion@ledevoir.com)